

Réduction de la pauvreté : une nécessité pour diminuer l'insécurité alimentaire au N.-B.

par Auréa Cormier, n.d.s.c.¹

Conseillère provinciale du Front commun pour la justice sociale du NB, inc.

Au cours de la dernière décennie, le Canada a connu la plus forte augmentation de pauvreté de tous les pays développés. En 1996, lorsque le gouvernement fédéral coupa près de 3 milliards dans les transferts aux provinces pour la santé et le domaine social, le N.-B. perdit 75 millions annuellement. Auparavant, le N.-B. recevait 50 % de ses coûts sociaux du gouvernement fédéral. C'est fut toute une perte! Le gouvernement fédéral devrait réinstaurer le Régime d'assistance Publique du Canada. Les hauts fonctionnaires chargés du bien-être social au N.-B. devraient se mobiliser, de concert avec ceux des autres provinces, pour demander cette restauration. Cela permettrait au N.-B. de réduire la pauvreté et, par le fait même, l'insécurité alimentaire.

Au N.-B., environ 14 % de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. En mars 2010, le nombre de bénéficiaires de l'aide au revenu était tout près de 40 000 individus (39 961). Il y avait 6 789 individus inscrits au programme d'aide prolongée (principalement des personnes reconnues comme handicapées) et 33 172 personnes classées dans le programme d'aide transitoire. Nos taux provinciaux sont parmi les plus bas au pays.

Parmi les personnes pauvres du N.-B., on retrouve également beaucoup de travailleuses et des travailleurs. Environ 12 % de ces personnes gagnent moins de 8,25 \$ l'heure. À l'automne 2009, il y avait plus de 57 000 travailleuses et travailleurs à temps partiel. S'ils sont à bas salaire, ils sont bien en-dessous du seuil de pauvreté².

À moins de changer les taux d'assistance sociale et de majorer davantage le salaire minimum, la reconnaissance du droit à l'alimentation demeurera à l'état de la rhétorique. La présence de 64 banques alimentaires au Nouveau-Brunswick illustre bien que la province du N.-B. a failli à sa tâche de permettre à toutes et à tous d'accéder aux aliments de base pour se maintenir en bonne santé.

L'insécurité alimentaire est d'abord et avant tout un problème de manque d'argent. L'éminente nutritionniste du département des sciences de la nutrition à l'Université de Toronto, Dr. Valery Tarasuk, écrivait: "*Food banks, meal programs, community kitchens, etc. do little to mitigate the problem; we don't know why the political will cannot be mobilized to address the issue*"³. Ici, au N.-B., il y a des milliers de personnes qui manquent de sécurité au plan de leur alimentation. Il fut estimé que 21 000 adultes et 5 400 enfants étaient modérément insécures quant à pouvoir se nourrir adéquatement. Les

¹ Auréa Cormier peut être jointe par courriel (aureacormier@rogers.com)

² En 2008, le seuil de pauvreté après impôt calculé par Statistique Canada était le suivant pour une communauté de 30 000 à 99 999 habitants : 15 344 \$ pour une personne; 18 676 \$ pour une unité familiale de deux personnes; 20 845 \$ pour une unité de trois personnes et de 29 013 \$ pour une unité de quatre personnes.

³ Dr Valery Tarasuk, Department of Nutritional Sciences, University of Toronto.

personnes qui étaient gravement insécures face à leur alimentation comprenaient 8 700 adultes and 300 enfants.

Nous savons qu'en 2009, 17 889 personnes du N.-B. ont fréquenté les 64 banques alimentaires provinciales. **Ceci représente une augmentation de 14 % par rapport à 2008.** La clientèle des banques alimentaires est faite de 34 % d'enfants. Les usagers, adultes et enfants, s'y rendent pour de pas avoir à se coucher avec l'estomac vide. Ceci n'est pas normal ni acceptable. « Le rachat de la dignité des pauvres ne peut se limiter à l'assistance d'urgence mais exige la transformation de la société et de l'économie et un ordre nouveau tourné vers le bien commun »⁴

Qui sont nos citoyennes et citoyens qui fréquentent les banques alimentaires? Les principaux utilisateurs sont :

- Les bénéficiaires de l'aide sociale et leurs enfants, y compris les mères monoparentales
- Les personnes travaillant au salaire minimum
- Les chômeurs qui dépendent d'assurance emploi ou dont l'assurance emploi est épuisée
- Les personnes qui n'ont pas pu se qualifier pour recevoir l'assurance emploi
- Les personnes qui dépendent d'une assurance pour personnes handicapées
- Les personnes âgées qui ont des coûts élevés en médicaments
- Les étudiants lorsque leur prêt étudiant vient à manquer.

Les banques alimentaires et les soupes populaires sont une preuve flagrante que notre filet de sécurité social s'est effrité. Leur présence révèle que les gouvernements, tant fédéral que provincial, ne s'empressent pas pour légiférer certains changements qui redistribueraient la richesse plus équitablement entre les citoyens.

Entre 1989 et 2007, **le revenu moyen des familles étant parmi les 10 % les plus pauvres au Nouveau-Brunswick a chuté de 278 \$.** Par contre, **le revenu moyen des familles parmi les 10 % les plus riches a augmenté de 51 187 \$**⁵. Pendant cette même période, les gouvernements, tant fédéral que provincial, ont prêté l'oreille au secteur corporatif qui réclamait des réductions d'impôt. Au N.-B. en 2009, nous sommes passés d'un système de taxation à quatre niveaux à un à deux niveaux seulement (9 % et 12 %). Ces modifications entreront en vigueur en 2012. Avec ces changements, une famille ayant **un seul gagne-pain économisera 219 \$ alors que ce même type de famille, mais gagnant 100 000 \$, économisera 3 076 \$.** Il est évident que ce sont les riches qui vont bénéficier des modifications du système fiscal introduit en 2009.

Pour ce qui est des compagnies, leur niveau de taxation diminuera graduellement de 13 % jusqu'à 8 % en 2012, ce qui est **le plus bas niveau de taxation au Canada.**

⁴ Énoncé de Développement et Paix.

⁵ Canadian Centre for Policy Alternatives (calculé à partir de données de Statistique Canada).

Les conséquences des modifications apportées aux politiques fiscales du N.-B. en 2009 sont très importantes. Les revenus gouvernementaux du N.-B. chuteront de un milliard en quatre ans. Le simple bon sens indique qu'il faut revenir à un système de taxation plus équitable et qui redistribue mieux la richesse entre les citoyens.

L'ampleur de l'insuffisance financières de nombreux pauvres se manifeste dans la quantité d'aliments qui transige par les banques alimentaires et les soupes populaires. Dans le Sud-est du N.-B. seulement, le *Food Dépôt Alimentaire Inc.* a fourni, en 2009, de la nourriture à 23 banques alimentaires et soupes populaires situés dans un rayon de 100 km et couvrant les comtés d'Albert, Westmorland et Kent⁶. Dans cet entrepôt, on a transformé, acheté, trié, emballé et distribué près de 2,5 millions de livres (1,1 millions de kilos) au cours d'une seule année. Les bénévoles qui travaillent dans cet entrepôt ont investi plus de 14 000 heures de travail.

En conclusion, il est indéniable qu'il y a un lien direct entre l'insécurité alimentaire et la pauvreté. Les recherches l'ont démontré et le simple bon sens nous le dit également. Le Réseau pour la sécurité alimentaire du N.-B. doit continuer de se préoccuper à cet égard. Il faut que ce lien très étroit entre pauvreté et insécurité alimentaire soit mieux expliqué sur la place publique : dans les journaux, à la radio et à la télévision, dans les classes, en partant de la maternelle jusqu'à l'université.

L'économiste Armine Yalnizyan écrivait « Lorsque les politiques publiques échouent dans l'instauration d'un équilibre entre les besoins des gens sans pouvoir, et l'appétit de ceux détenant le pouvoir, les bases de la démocratie sont ébranlées. L'idéal, celui d'un gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple, voilà qu'il commence à ressembler à un gouvernement de l'élite, par l'élite et pour l'élite. Un tel système peut durer pour un temps, mais ses jours sont comptés. »⁷

Rédigé à Moncton le 27 mars 2010

⁶Banques alimentaires du Sud-est du N.-B. : NB Food Banks: Albert County Action Committee, Albert County Food Bank, Banque de Nourriture de Memramcook, Christian Food Bank, Crossroads for Women Inc., Food Depot Alimentaire, Karing Kitchen Inc., K.C.C.V.A. Food Bank- Rexton, Kent County CVA Food Bank- Richibucto, Le Comité de Bénévolat de Rogersville Inc., Le Vestiaire St.-Jean Baptiste Inc.-Boucouteche, Maison Nazareth Inc., Mobile One Community Services Inc., Open Hands Food Bank, Pedvac Foundation-Port Elgin, Ray of Hope Needy Kitchen Inc., Sackville & District Assistance Centre inc., Shepody Food Bank, St-George Food Bank, Support People of Today-Peticodiac, Sussex Sharing Club Inc., Vestiaire St. Joseph-Shediac, YMCA Community Caring Food Bank-Moncton.

⁷ Armine Yalnizyan est économiste sénior au Canadian Centre for Policy Alternatives.